Marie Miran-Guyon

Avec l'imam Mamadou Doumbia, l'apôtre Georges Kohikan Gbéno, l'imam Souleymane Touré, le père Cyprien Ahouré, et le pasteur Bruno Kozi

Au-delà du silence et de la fureur. Duékoué (Ouest ivoirien) : rencontres interreligieuses au « Carrefour de la haine »

Cet article donne la parole à cinq guides religieux musulmans et chrétiens de la ville de Duékoué, dans l'Ouest ivoirien, où les pires tueries de la crise post-électorale ivoirienne se sont produites fin mars 2011. Dans ce contexte très sensible sur lequel la justice n'a pas encore fait toute la lumière, l'objet des entretiens n'a porté que sur le rôle qu'a pu jouer le facteur religieux dans la production ou l'effort de prévention de cette grave crise locale aux ramifications régionales, nationales et supranationales. Il ressort de ces témoignages que les guides religieux ont mené nombre d'actions concertées pour tenter de rétablir la paix sociale, sans pouvoir enrayer la marche morbide des événements. S'il y a eu des tensions et certaines violences interreligieuses à l'échelle méridionale (principalement contre la communauté musulmane), à Duékoué tout au moins, ces imams et hommes d'Église ont contribué au mieux de leurs possibilités, au vu des circonstances délétères, à empêcher que la flamme religieuse ne vienne embraser le conflit militaro-politique.

Le nom de Duékoué est tragiquement devenu synonyme des violences les plus meurtrières de la crise post-électorale qu'a traversée la Côte d'Ivoire du 28 novembre 2010 à avril-mai 2011, laquelle crise fut aussi la plus grave de l'histoire récente du pays. Duékoué est une ville carrefour de la région du Moyen-Cavally, ouverte sur le Liberia et la Guinée. Comme tout l'Ouest ivoirien, eldorado du cacao et d'autres matières premières, la ville a été en proie à des tensions et à des conflits militaires et intercommunautaires endémiques depuis la crise du 19 septembre 2002 qui divisa le pays en une zone sud dite « loyaliste » et une zone nord dite « rebelle » puis « Forces nouvelles (FN) ». Dans le « Grand Ouest » ivoirien lacéré par la crise, avec un versant sud dont fait partie Duékoué et un versant nord ayant Man pour capitale, une dynamique antagoniste a produit un patchwork de protagonistes

alliés et rivaux. À des degrés et des échelles divers, ces acteurs ont tous contribué à fragiliser, voire à déchirer, le tissu et les équilibres sociétaux. Dans le Moyen-Cavally, les différends se sont politisés et radicalisés entre les communautés dites « autochtones » maîtresses des terres, principalement les Wè (Guéré et Wobé) – soutenues par le régime ethnonationaliste de Laurent Gbagbo à Abidjan – et les populations dites « allogènes » ou « dioula ». Les « étrangers » exploitent les terres wè depuis parfois plusieurs générations mais ont un lignage d'origine extérieur à la zone, que ce soit en Côte d'Ivoire – comme les Malinké, les Baoulé, les Yacouba ou les Sénoufo – ou hors de ses frontières – comme les Burkinabè et autres ressortissants ouest-africains. Au plus fort de l'adversité, les « autochtones » ont eu tendance à percevoir indistinctement ces populations composites comme partisanes des rebelles et plus largement de toute formation politique représentant les intérêts des « allogènes ». C'est sur ce terreau explosif que, depuis près de dix ans, milices d'autodéfense, mercenaires libériens et autres acteurs de la brutalisation de la société ivoirienne ont fait basculer la région vers un état de non-droit. Ainsi Duékoué a-t-elle déjà été, en 2005, le site des massacres des villages de Petit-Duékoué et de Guitrozon que les deux camps se sont réciproquement attribués. La lumière n'a pas été officiellement faite sur l'affaire, restée dans l'impunité à l'instar de nombreuses autres atteintes aux droits de l'homme[1].

Début janvier 2011 – soit un mois après le coup de force électoral du président sortant Laurent Gbagbo qui refusa sa défaite par les urnes face au candidat « nordiste » Alassane Dramane Ouattara, plongeant le sud du pays dans une quasi-guerre civile[2] –, Duékoué fut frappée par une nouvelle vague de violences. L'assassinat d'une commerçante malinké par un coupeur de route guéré embrasa les ressentiments et provoqua la mort d'une quarantaine de personnes et un premier flux de déplacés, notamment vers la mission catholique de la ville. Mais c'est sans conteste la magnitude des tueries des 28 et 29 mars qui choqua le plus l'opinion publique ivoirienne et internationale.

1. Pour une introduction sur le contexte (ouest-)ivoirien, voir C. Bouquet, *Côte d'Ivoire, le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 3e édition, 2011 ; M. McGovern, *Making War in Côte d'Ivoire*, Chicago, University of Chicago Press, 2011 ; M. Chelpi-den Hamer, *Militarized Youths in Western Côte d'Ivoire. Local Processes of Mobilization, Demobilization, and Related Humanitarian Interventions (2002-2007)*, Leiden, African Studies Center, 2011 ; K. Heitz, « Power-Sharing in the Local Arena : Man – A Rebel-Held Town in Western Côte d'Ivoire », *Africa Spectrum*, vol. 44, n° 3, 2009, p. 109-131.
2. Selon des estimations basses de l'ONU, la crise post-électorale ivoirienne aurait fait 3 000 morts, dont un tiers dans le Moyen-Cavally. Sur cette crise, voir les trois articles parus dans *African Affairs*, vol. 110, n° 440, 2011 : R. Banégas, « Post-election Crisis in Côte d'Ivoire : The *Gbonhi* War », p. 457-468 ; T. Bassett, « Winning Coalition, Sore Loser : Côte d'Ivoire's 2010 Presidential Elections », p. 469-479 ; S. Strauss, « "It's Sheer Horror Here" : Patterns of Violence During the First Four Months of Côte d'Ivoire's Post-electoral Crisis », p. 481-489.

Ces tueries eurent lieu lors de la prise de la ville par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI, composées principalement des ex-forces armées rebelles dirigées par Guillaume Soro), que le président élu Ouattara venait de créer pour imposer son autorité *manu militari* après l'échec des options diplomatiques[3]. De leur base au nord, les FRCI firent route vers Duékoué en fédérant des opposants prêts à prendre les armes contre le camp Gbagbo, notamment certains dozos ou chasseurs traditionnels[4]. Au terme de 48 heures de violences sans répit – au cours desquelles un imam fut sauvagement assassiné –, plusieurs centaines de personnes, essentiellement des jeunes hommes guéré, ont été retrouvées tuées dans le quartier dit Carrefour. Des controverses entourent ces atrocités : entre organisations de défense des droits de l'homme quant au nombre des tués, et entre toutes les parties en présence quant aux responsables directs et à la nature des actes commis (crimes de guerre et vengeances locales *vs.* crime contre l'humanité)[5].

Que s'est-il passé ? Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi ces atrocités ont-elles frappé Duékoué entre toutes les villes de Côte d'Ivoire ? Cet article a pris forme dans la prégnance de ces questionnements. Je n'ai aucune compétence et aucune légitimité pour éclairer la justice sur les faits les plus graves. Malgré tout, et même si la sensibilité du dossier rend le travail périlleux, il m'a semblé important de ne pas renoncer à l'enquête ethnographique à même de lever un coin du voile sur les silences et les fureurs de Duékoué, avec toute l'humilité qu'exigent à la fois la situation et le manque de recul par rapport à la situation. Anthropologue du fait religieux, j'ai fait une tournée de deux mille kilomètres dans l'ouest, le nord et le centre de la Côte d'Ivoire en juillet 2011 ; je suis passée par Duékoué pour aller à la rencontre de leaders musulmans et chrétiens[6]. Mon interrogation portait exclusivement sur la place ou l'absence du facteur religieux dans les mécanismes de

3. M. Fofana, « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine », *Politique africaine*, n° 122, juin 2011, p. 161-178.
4. Sur les dozos, voir J. Hellweg, *Hunting the Ethical State. The Benkadi Movement of Côte d'Ivoire*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.
5. Le rapport le plus circonstancié sur les événements étudiés est celui de la division des droits de l'homme de l'Onuci (Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire), *Rapport sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises à l'Ouest de la Côte d'Ivoire*, 10 mai 2011, <reliefweb.int>. Selon ce rapport, en englobant toutes les violences de la crise, il y aurait eu 944 morts dans la région du Moyen-Cavally (dont 505 à Duékoué) et 68 dans la région des Dix-Huit Montagnes (chef-lieu : Man). Parmi tous ces morts, 341 étaient Guéré et 403 allogènes, l'origine des autres victimes n'ayant pu être établie (p. i).
6. J'étais accompagnée d'El Hadj Nurudine Oyewolé, président de l'Association des jeunes musulmans de Côte d'Ivoire, sans qui ce voyage ne se serait peut-être pas fait. Il a participé aux trois premiers entretiens. Je le remercie pour son soutien et son amitié.

production ou de prévention de la crise post-électorale à Duékoué[7]. Sur place, j'ai rencontré deux imams et l'apôtre d'une petite église évangélique. À Abidjan, où il était en déplacement, j'ai croisé le vicaire de la mission catholique de Duékoué. C'est par téléphone que j'ai conversé en septembre avec un pasteur basé à Duékoué, en charge d'une grande Église issue du protestantisme historique, bien implantée dans le sud-ouest du pays. Je n'ai pu, hélas, m'entretenir avec un *gnihindè a djehoun*[8], c'est-à-dire un « chef de culte » wè.

La richesse empirique, la complexité analytique et jusqu'à la teneur émotionnelle des propos de ces guides religieux ont fini par me convaincre du fait que le meilleur rendu de nos échanges serait de les restituer si ce n'est littéralement, du moins avec fidélité. Cet article donne la parole aux acteurs et fait se croiser leurs regards. Présentés dans l'ordre chronologique de réalisation des entretiens, les textes sont hybrides. Dans un premier temps, je les ai retranscrits sur la base de mes notes manuscrites, sans reprendre mes questions, implicites, et en adaptant minimalement le style de l'oral à l'écrit. Dans un deuxième temps, nous avons retravaillé ces textes ensemble, deux à deux et mot par mot, par e-mail et surtout par téléphone. Des ajouts ont été apportés, quelques éléments ont été corrigés ou supprimés, des formules ont pu être lissées pour être plus conciliantes, mais la teneur générale des propos n'a pas été altérée. Je remercie mes co-auteurs pour la générosité de leur disponibilité et pour leur confiance.

Edgar Morin rappelle que « seul un sujet individuel peut souffrir du mal et seul un sujet individuel peut vouloir faire le mal[9] ». Les témoignages qui suivent nous rappellent qu'en vertu de cette même subjectivité, l'homme a toujours aussi le choix de résister à la démesure des haines qui poussent aux pires crimes contre autrui. Assurément, il faut désigner les individus qui se sont rendus coupables de graves exactions et les juger en fonction de leur

---

7. Selon les chiffres très imprécis du dernier recensement officiel de 1998, cité dans C. Bouquet, *Côte d'Ivoire, le désespoir…*, *op. cit.*, p. 207, le Moyen-Cavally compterait 23,3 % de chrétiens, 33 % de musulmans, 9,3 % d'animistes et 34,4 % d'« autres » (« autres religions ou sans religion » – en fait probablement d'autres chrétiens, sans doute issus des prophétismes, et des fidèles de cultes traditionnels non perçus comme « religions »). Je traite de ces mêmes questions mais à l'échelle nationale dans un livre à paraître aux éditions Karthala/Cerap sous le titre *Patrie des dieux. Religion, nationalisme et citoyenneté en Côte d'Ivoire* (la version originale en anglais devrait paraître chez Ohio University Press).

8. Littéralement « propriétaire des choses auxquelles on rend un culte », c'est-à-dire serviteur des *glaè* (masques) ou propriétaire de la maison de la panthère. J'ai eu des échanges fructueux à ce sujet avec Guibléhon Bony, auteur du livre *Les Hommes-panthères. Rites et pratiques magico-thérapeutiques chez les Wè de Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2007. Je le remercie, notamment, pour ces précisions terminologiques.

9. E. Morin, *La Méthode. 6. Éthique*, Paris, Seuil, 2008, p. 2407.

niveau de responsabilité – sinon à tomber dans le cercle vicieux de l'impunité et des vendettas. Mais il faut tout autant se garder de grilles de lecture généralisatrices qui feraient des raccourcis simplificateurs au mépris de la complexité locale, même si (ou plutôt avec une vigilance redoublée si) des idéologies politiques œuvrent à contraindre la société dans des catégories collectives hermétiques et réifiées, qu'elles soient ethniques, religieuses ou autres.

• Imam Mamadou Doumbia, dit « Arabe », imam principal du Centre islamique de Duékoué

« Je m'appelle Mamadou Doumbia, je suis l'imam principal de la mosquée dite "Centre islamique de Duékoué" (quartier Résidentiel 1). Je suis né à l'hôpital de Duékoué en 1974 et ma mère aussi est née à Duékoué, en 1944, d'une famille du Nord. C'est mon père qui est venu ici, il est originaire d'Odienné [à l'extrême nord-ouest du pays]. J'ai fait l'école islamique. Le français, je l'ai appris sur le tas. J'ai commencé mes études à la madrasa Dar al-Hadith de Duékoué (elle a été fondée par des anciens élèves qui avaient fini leurs études à la madrasa Dar al-Hadith de Bouaké[10]). En 1986, je suis parti pour compléter mes études à Daloa et j'ai eu mon bac au lycée Ançar wal-Quran wa-Sunna ; le fondateur est Moustapha Sy. Après le bac, j'ai essayé d'aller en Arabie Saoudite, mais ça n'a pas marché. Finalement, je suis allé à l'Université islamique de Say au Niger. J'ai étudié la théologie et la langue arabe.

Le fondateur du Centre islamique de Duékoué est Soualuo Méité ; il a étudié à Al-Azhar en Égypte. Je suis rentré à Duékoué à la fin des années 1990 parce que Soualuo Méité m'a appelé pour travailler au Centre, et aussi parce que j'ai de la famille à Duékoué. Méité était le président local du Conseil national islamique et de la Ligue islamique des prédicateurs de Côte d'Ivoire. Ensemble, on a commencé le travail de *da'wa*, de prédication de l'islam[11]. Dans mon parcours, j'ai étudié les différentes tendances islamiques – malékites, sunnites – donc je suis bien placé pour essayer de réunir toutes les tendances, pour qu'on travaille ensemble. L'imam Méité est décédé de maladie il y a 7 ans, c'est l'imam Idriss Konaté qui l'a remplacé. Quand l'imam Konaté a été assassiné pendant la crise [détails ci-après], c'est moi qui l'ai remplacé. Voilà comment

10. Sur la madrasa de Bouaké et l'histoire ivoirienne du mouvement sunnite (aussi appelé orthodoxe ou wahhabite), voir M. Miran, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006. NB : toutes les notes insérées dans les entretiens sont de Marie Miran-Guyon.
11. Voir M. Miran, « Vers un nouveau prosélytisme islamique en Côte d'Ivoire : une révolution discrète », *Autrepart*, n° 16, 2000, p. 139-160.

je me suis retrouvé imam principal. Je suis aussi le porte-parole du Conseil supérieur des imams (Cosim) à Duékoué [12].

L'imam Idriss Konaté était de Tingréla, tout au nord de la Côte d'Ivoire. Il est arrivé à Duékoué vers 1982-1983. Il a fondé une école islamique au quartier Carrefour. À l'époque, il y avait des Dioula qui habitaient à Carrefour! En fait, Idriss Konaté a été le tout premier maître coranique à Carrefour… Plus tard, Méité a fait appel à lui pour le seconder dans sa mosquée. L'imam Konaté avait l'art de la parole, il avait beaucoup d'élégance dans la parole. Il s'est intégré comme ça. Il a fait beaucoup de cours, des conférences, des prêches… On ne peut pas résumer, mais l'imam Konaté aimait prêcher la paix. Il était très honnête, il n'aimait pas travailler avec les hypocrites. Et il est le premier à s'être engagé dans le dialogue interreligieux. C'est lui qui a créé le Forum des religieux de Duékoué, environ un an avant les dernières élections, je n'ai plus la date, au moment où le nouveau préfet militaire s'était installé. Ce Forum a un peu copié le Forum des confessions religieuses à Abidjan [13], mais c'était un forum autonome. C'était pour que les guides religieux s'adressent à la population, pour dire qu'il n'y a pas de guerre religieuse en Côte d'Ivoire, pour dire de ne pas confondre politique et religion. Dans le Forum, il y avait des représentants de la mission catholique, de la mission protestante, du Christianisme céleste. On a fait de la sensibilisation, des prières œcuméniques.

Je vois trois grands problèmes à Duékoué – pour aider à comprendre ce qui s'est passé pendant la crise. D'abord, il y a le problème foncier; c'est l'aspect le plus ancien, il date même d'avant 2002. Les propriétaires de la terre, au lieu de la louer, l'ont vendue et ils n'ont plus rien à manger. Après la mort de ceux qui ont vendu les terres, leurs enfants sont venus les réclamer. Il faudrait réglementer la location des parcelles. Ici, on vend la terre, mais ça s'est avéré mauvais. Il y a des autochtones qui cultivent leurs champs, mais ils ne sont pas nombreux et ils ne travaillent pas gros. Ceux qui veulent récupérer les terres, en général, c'est pour les revendre. C'est pour l'argent facile.

Le deuxième problème, c'est l'utilisation de la politique au niveau national. On a dit: "Les Malinké, les Dioula, c'est RDR; les Guéré et les Bété, c'est FPI" [14]. Les politiciens sont insolents par rapport à la population! Les grands cadres

---

12. Le Conseil supérieur des imams (Cosim), dirigé par le « cheikh des imams » Boubacar Fofana, est une institution autonome représentant une majorité d'imams dans le pays (les sunnites, toutefois, ont une institution séparée).

13. Voir G. Bony, « Questionnement sur le dialogue interconfessionnel: le cas du Forum des confessions religieuses en Côte d'Ivoire », *Revue africaine Lettres, Arts, Sciences humaines et sociales*, n° 7, 2011 (à paraître).

14. Le RDR est le Rassemblement des républicains d'Alassane Ouattara; le FPI est le Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo.

originaires de la région, ceux qui ont fait une carrière politique à Abidjan, ceux-là ont beaucoup gâté la région du Moyen-Cavally. À chaque fois qu'il y a une initiative locale de réconciliation, ces cadres téléphonent depuis Abidjan et disent: "non, arrêtez ça! Ça va pas se passer comme ci, ça va se passer comme ça". Ils disent: "l'imam, toi, reste à la mosquée; le prêtre, toi, reste à l'église! ". Comme les miliciens n'avaient pas de travail et que ce sont les LMPistes [15] qui leur donnaient l'argent… Les LMPistes ont même dit que ce sont les imams qui font les bénédictions pour Alassane Ouattara. Ils ont dressé une liste au plan national contre des chefs musulmans et des leaders de communautés musulmanes [16]. L'imam de Duékoué, Idriss Konaté, était sur cette liste. Des gens ne voulaient pas de ses initiatives de paix. Ceux qui ont tué l'imam, ce sont des petits Guéré du quartier qui se sont transformés en miliciens. Dans leur groupe, il y avait même un petit qui enseignait l'informatique à l'imam. Les miliciens sont venus chez l'imam le 28 mars au matin. L'un d'eux a dit: "Toi, on te connaît, on sait que tu ne fais pas de politique, on ne te fera rien". Mais un autre a fusillé l'imam dans le dos. Ils ont découpé son corps à la machette et l'ont brûlé, l'homme et son domicile. Ils ont fait ça à visage découvert; les noms des coupables sont connus [17].

Le troisième problème à Duékoué, c'est qu'on a retiré toute autorité au préfet, au chef de canton, à l'administration en général, pour la transférer aux miliciens. Si un préfet condamne les exactions des miliciens en ville, on le traite de rebelle. Il y a eu un préfet qui n'a fait que quinze jours à Duékoué! Il a été débarqué. En fin de compte, une grande partie de l'administration locale et des chefs coutumiers [wè] étaient LMPistes. Et on a distribué des kalashs comme des petits pains! [18] On ne peut pas dire toutes les atrocités que les miliciens ont commises contre les allogènes. Il y avait des morts tous les jours. Personne n'a réussi à s'opposer à cet engrenage. Il n'y avait plus de loi, les allogènes étaient fatigués, des groupes se sont organisés pour se défendre. Après les dernières élections, les miliciens ont interdit à l'Onuci de faire des patrouilles en ville; on n'a plus vu l'Onuci [19]. On a été livrés à nous-mêmes. À Duékoué, on sentait la guerre arriver…

15. « La Majorité présidentielle » ou LMP est la coalition des partis, FPI en tête, ayant soutenu la candidature de Laurent Gbagbo en 2011.
16. Dans un entretien au quotidien *Fraternité Matin* en date du 18 juillet 2011, le ministre Sidiki Konaté a confirmé sans plus de précision: « Nous avons mis la main sur une liste sur laquelle étaient mentionnés les noms des imams à tuer et des mosquées à incendier ».
17. Ces événements sont relatés avec plus de détails dans Onuci, *Rapport sur les violations…*, *op. cit.*, p. 24-25.
18. Charles Blé Goudé, influent leader de la galaxie patriotique, « aurait participé au recrutement et à la distribution des armes aux miliciens à Duékoué au courant du mois de mars [2011] » : *ibid.*, p. 15.
19. Plus tard, les humanitaires ont également dû quitter la ville et se replier sur Man. Les patrouilles de l'Onuci n'ont pu reprendre que le 30 mars, après quatre mois d'interruption.

Les Guéré eux-mêmes étaient divisés. Il y en a qui étaient contre faire le mal, mais ils ont été malmenés. Même les Guéré convertis à l'islam étaient divisés. Il y en a qui ont servi d'indics contre nous. Mais d'autres nous ont protégés, en prenant des risques. Moi, ce sont des convertis du quartier Carrefour qui m'ont informé, en cachette, dans la nuit du 27 au 28 mars, de l'attaque surprise que les miliciens voulaient lancer contre notre communauté le lendemain, jour de marché, à 10 heures. Si on n'avait pas été informé, je ne veux pas penser à ce qui se serait passé. On a dit que les Guéré avaient déjà décidé comment ils allaient se répartir nos maisons et tous nos biens entre eux. Les habitants de Carrefour croyaient que leur quartier était imprenable grâce à leur pouvoir. À un moment, tous les miliciens en armes s'étaient réfugiés là-bas. Depuis 2002, les Guéré ont chassé de Carrefour tous ceux qui n'étaient pas guéré, c'est devenu un quartier seulement guéré. Les étrangers n'avaient pas le droit d'y habiter, on n'avait même pas le droit de le traverser. Si on traversait, c'était à nos risques et périls. C'était un problème parce que le cimetière était de l'autre côté. Même les humanitaires ne pouvaient pas aller comme ça à Carrefour, c'était connu de tous que c'était dangereux.

Mais à Duékoué, on n'a pas eu de problème avec les prêtres, on n'a pas eu de problème avec les pasteurs. Avec l'imam Konaté et le père Cyprien, on a fait des sorties. Je fréquente le pasteur Georges qui a une église évangélique près d'ici : s'il est là, je vais vous y emmener [nous y sommes allés ensuite]. Quand le Cosim a lancé ses appels à l'apaisement[20], nous les imams, à notre niveau, on est allé passer le message dans nos mosquées et dans les villages. On a répété : "Voilà ce que dit notre grand imam, le président du Cosim à Abidjan : on dénonce ce qui s'est passé, mais il ne faut pas répliquer". Avant et après la mort de l'imam Konaté, le message est passé. Les musulmans ont compris que ce ne sont pas des chrétiens qui ont attaqué nos mosquées, qui ont tué nos imams : c'est l'œuvre de gens mal intentionnés qui veulent créer la pagaille entre nous, c'est le travail de politiciens, de miliciens et consorts, ils veulent mettre le feu à la religion mais eux sont plutôt des mécréants. Donc l'appel à la retenue a été entendu : il n'y a pas eu de riposte des musulmans. C'est grâce à cela aussi que la mission catholique n'a pas été attaquée par les musulmans, alors qu'au début, on savait qu'il y avait des miliciens qui s'étaient cachés au milieu des déplacés[21].

20. Pendant la crise, des mosquées ont été attaquées et des imams abattus. Le Cosim a produit des communiqués, repris dans la presse, pour condamner ces exactions et appeler les musulmans au calme et à ne pas se venger. Voir par exemple son communiqué du 17 mars 2011 sur <cosim-ci.org>.

21. Dans un entretien à *L'Intelligent d'Abidjan* daté du 30 juin 2011, le père Cyprien explique : « Il a été répertorié des éléments qui ont combattu, dont des miliciens, au sein de la mission. […] Toute personne qui entre ici sans arme et qui n'est pas en tenue militaire, mais qui est en tenue civile, est la bienvenue. Il nous est difficile de savoir si la personne est milicienne ou non. […] Les autorités

Non, vraiment, à Duékoué, il n'y a pas eu de problèmes entre nous, les guides religieux. Ensemble, on a fait des prières œcuméniques, de la sensibilisation dans les villages. Et on continue… Début juillet [2011], les sunnites ont organisé une grande rencontre publique, j'ai donné une conférence sur le thème de la réconciliation et de la cohésion pacifique. On a appelé tout le monde : la chefferie traditionnelle wè, les déplacés, les allogènes, tout le monde. Une autre fois, c'est le chef FRCI de Duékoué, le commandant Daouda Koné, qui a lancé une activité avec certains chefs de culte. Je me suis personnellement impliqué. En tant qu'imams, nous n'avons pas voulu participer aux adorations – quand les masques ont été transportés à la rivière. Mais nous avons participé aux festivités finales pour afficher notre soutien. La communauté musulmane a des veuves, des orphelins et toutes sortes de problèmes sociaux. Les humanitaires écoutent plus les églises que les mosquées. Aujourd'hui, le père Cyprien nous aide à recenser nos besoins en œuvres de charité et à avoir des fonds des ONG. Avec le père Cyprien encore, nous sommes les deux chefs religieux de Duékoué qui ont été invités à la cérémonie d'installation officielle du président de la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR), à Yamoussoukro, le 28 septembre [22]. Nous avons accompagné une délégation de soixante, soixante-cinq habitants de Duékoué victimes de la crise : des mutilés, des veuves et des orphelins, toutes obédiences confondues. »

• Apôtre Georges Kohikan Gbéno, président fondateur de l'Église évangélique « Mission des vainqueurs »

« Je suis le président fondateur de l'église évangélique "Mission des vainqueurs" ou Miva (quartier Résidentiel 1). Tout petit, j'ai commencé aux Assemblées de Dieu. J'avais la vocation et j'ai suivi des formations dans deux instituts pastoraux des Assemblées de Dieu, à Daloa et à Katadji, près de Sikensi [entre Dabou et Tiassalé]. Les formateurs étaient des pasteurs américains et européens. On nous observe pendant deux ans et, si on veut devenir pasteur, on reçoit des bourses. Et puis les Blancs se sont retirés et l'Église est devenue indépendante. Les bourses ont été supprimées. Or je viens d'une famille extrêmement pauvre. J'ai assuré moi-même ma scolarité jusqu'en classe de première, en étant cireur de chaussures pendant les jours de congé.

militaires nous ont fait comprendre que le grand chef des miliciens a été exfiltré de la mission catholique ». Pour plus de détails, voir Onuci, *Rapport sur les violations…*, *op. cit.*, p. 11.

22. Deux des trois vice-présidents de la CDVR sont des religieux : Mgr Paul Siméon Ahouana, évêque de Bouaké pour l'Église catholique, et Cheikh Boubacar Fofana, président du Conseil supérieur des imams.

J'ai dû quitter les Assemblées de Dieu parce que je n'avais pas les moyens. Je suis parti à l'Est où j'ai fait trois ans et demi de formation à Pentecôte Charité, d'abord à Abengourou, puis à Agnibilékrou, Niablé et M'batto. C'est là-bas que j'ai eu ma vision : la vision de m'installer à Duékoué, d'y fonder mon Église indépendante.

Je suis arrivé à Duékoué en novembre 2000. C'est un Guéré qui m'a donné trois parcelles pour y construire mon église. Au début, je n'avais que sept fidèles. Aujourd'hui j'en ai 253 et j'ai formé des pasteurs qui dirigent des annexes de mon Église à Zoukougbeu, Bloléquin, Soubré et dans les villages de Dibobly et Zakogbeu. Mes fidèles sont guéré mais aussi yacouba et baoulé. Beaucoup sont instruits, on communique en français. C'est seulement quand je vais dans les villages que je prends un local pour traduire.

Depuis mon installation ici, j'essaie de comprendre la culture wè. Les Wè sont assez religieux : ils pratiquent leurs cultes traditionnels ou des religions venues d'ailleurs. C'est un peuple très hospitalier. Moi je suis yacouba, de Souapleu, je ne suis pas d'ici : je me sens bien accueilli. Mais j'ai identifié un des problèmes des Wè : ils n'ont pas appris à travailler dur, à la différence des gens de l'Est et du Sud qui ont davantage fréquenté les Occidentaux. Les Wè reçoivent des étrangers sur leurs terres, puis ils les voient devenir plus riches qu'eux et ils en veulent une part. Or ils ne comprennent pas que ce n'est pas qu'une affaire de terre : c'est le travail qui fait la différence. Les femmes wè font un peu de vivrier mais ça ne fait pas le poids face aux cultures de plantation. Les Wè cultivent juste pour manger. Aujourd'hui on ne peut pas s'en sortir comme ça ! J'ai étudié auprès des Agni et j'ai compris que c'est le travail et rien que le travail qui paie[23].

J'ai une doctrine théologique : je prêche la prospérité du chrétien, sur la terre, par le travail. Le chrétien ne doit pas être un mendiant, il faut travailler ! Il y a deux choses qui donnent de la valeur à la vie : l'amour et le travail. Même Dieu a travaillé pendant six jours ! Les pasteurs ne doivent pas être des escrocs. Nous aussi, on doit travailler… Moi je travaille en aidant mes fidèles. Ils viennent à moi, je règle leurs problèmes, et quand ils voient que leur vie change pour le mieux grâce à mes conseils et à mes prières, ils me soutiennent financièrement. Et puis ils voient ce que je fais avec leur argent.

23. Un discours similaire est tenu par la prophétesse Suzanne Ouonséa, responsable du camp de prière et de délivrance « La nouvelle Jérusalem » dans un village près de Bloléquin : « Il faut arrêter de développer la culture de la paresse. […] Dieu relèvera le pays lorsqu'on se mettra au travail. […] Nous devons dire la vérité et apprendre à nos enfants à dire la vérité. Il faut encourager les jeunes à travailler. À l'ouest, nos frères wè ne faisaient rien pratiquement à part vendre les forêts et boire le koutoukou ». Voir *Le Quotidien*, 30 septembre 2011.

Par ailleurs, j'ai décidé de refuser l'argent des politiciens. Dans ma vision, ce sont les politiciens qui doivent nous suivre, ce n'est pas nous, les guides religieux, qui devons suivre les politiciens. Ce sont nos fidèles. C'est facile de corrompre un peuple qui a faim !

Ma conviction d'apôtre, c'est qu'on vit pour l'autre monde, mais qu'on vit aussi sur terre avant d'aller au paradis. Sur terre, il nous faut la paix entre nous. La politique ne doit pas gâter la religion. Si au ciel on est séparés, ça c'est l'ordre de Dieu. Mais ici, dans l'ordre des hommes, on est tous des êtres sociaux, on vit tous ensemble.

La toute première fois que j'ai croisé l'imam Idriss Konaté, c'était après la crise de 2002. Un jour, le préfet m'a convoqué avec d'autres guides religieux dans le cadre d'une initiative de paix. J'ai apprécié comment l'imam parlait, sa personne. Après cela, je suis allé lui rendre visite chez lui et on a échangé. Peu à peu, on s'est mis ensemble pour sensibiliser les gens, autochtones et allogènes, chrétiens et musulmans. On expliquait que le conflit est politique et pas religieux : certains veulent leur faire croire ça mais ce n'est pas possible ! À l'époque, j'habitais le quartier Kokoma [malinké] ; j'ai eu l'estime des musulmans.

En novembre 2004, j'ai organisé une grande prière pour la paix sur la place publique[24]. J'ai invité des pasteurs et des imams. Ils sont venus avec leurs chorales et ils ont fait des prêches. L'aumônier Karou des FDS[25] est venu d'Abidjan. C'est un pasteur de l'Église méthodiste. Après cette journée de prière, l'aumônier Karou m'a demandé de l'accompagner dans les zones ex-rebelles pour prêcher un message de paix. On est partis ensemble à la rencontre des militaires des Forces nouvelles à Logoualé, Man et Danané. Eux nous ont expliqué qu'ils ont pris les armes parce qu'ils ont constaté certaines injustices. Nous avons expliqué que nous sommes venus prier pour que la paix revienne, ils nous ont expliqué qu'eux aussi souhaitent la paix. À partir de 2004, j'ai aussi travaillé comme représentant de l'aumônier Karou auprès du lieutenant-colonel Kropka du groupement tactique de Duékoué : j'ai prêché la paix dans les camps militaires des FDS à Duékoué.

La première fois que l'imam Idriss Konaté est venu dans mon église, c'était en 2005. Il a prêché sur la paix et l'amour. Les fidèles coulaient des larmes. En retour, pour la Tabaski, je fais un petit speech à la mosquée. La mort de l'imam m'a profondément désolé. C'était un homme de paix.

24. En novembre 2004, l'échec de l'opération « Dignité » lancée par le régime de Laurent Gbagbo contre les FN à Bouaké (au cours de laquelle des militaires français ont été tués) a gravement ranimé les tensions dans le pays.
25. Les FDS sont les Forces de défense et de sécurité, les forces armées de l'**État sous le gouvernement** Gbagbo.

Après la guerre [après mars/avril 2011], un citoyen de Duékoué a créé un Comité de réconciliation : c'est Ali Touré, prof d'EPS et représentant de la FIFA [26] à Duékoué. Comme le comité avait entendu parler de mes activités, on m'a approché pour en faire partie, ce n'est pas moi qui ai initié. Au début nous étions deux religieux à en faire partie, l'imam Mamadou Doumbia et moi-même. Ensemble, on est allés dans les quartiers et les villages, on a approché les déplacés. Je leur dis : on est des chrétiens, on doit montrer le bon exemple. Il y a eu le mauvais vent de la guerre, mais maintenant, on est appelés à vivre ensemble. On invite les déplacés à revenir chez eux. L'imam Doumbia fait pareil auprès des musulmans. Quand le nouveau préfet de Duékoué a été installé il y a 2-3 mois, il a repris en main l'initiative du Comité de réconciliation et il a invité le père Cyprien à en faire partie, parce que la mission a accueilli beaucoup de déplacés. C'est comme ça qu'on s'est un peu réparti le travail. L'UEESO [voir ci-après le 5e entretien] aussi a accueilli des déplacés sur son site [27].

Ma foi, c'est mon choix. Ma foi, j'en fais un combat de réconciliation sociale. Depuis 2002, j'ai entendu toutes sortes d'histoires ! Les Guéré disent : "les rebelles, c'est les musulmans, ils nous en veulent, ils sont hypocrites, ils veulent faire de nous leurs esclaves ! ". À chaque fois, je leur dis : "mais allez vers eux pour savoir ! ". Dans la crise [post-électorale], beaucoup de leaders chrétiens n'étaient pas favorables à collaborer avec les musulmans. Après la guerre, plus de cent pasteurs sont allés à la mission catholique, ils avaient peur pour leur vie. Ça tirait de partout et puis des gens disaient : "vous les pasteurs, vous êtes mauvais, vous étiez pour Gbagbo ! ". C'est moi qui suis allé les faire sortir, je leur ai fait comprendre qu'ils n'avaient pas à avoir peur. Finalement, ils sont sortis. Aujourd'hui, la plupart ont rouvert leurs églises, d'autres ont voyagé.

Parmi mes 253 fidèles, je n'ai eu des problèmes qu'avec un seul pendant la crise : un petit Guéré qui collaborait avec les miliciens. Les FRCI sont venues jusque dans mon église à cause de ce petit milicien. Aujourd'hui, je l'ai éloigné. Je l'ai envoyé suivre ses études à Daloa. Moi-même j'allais à Carrefour prêcher aux miliciens ! Je l'ai fait en 2009 et 2010. Mais ils ne m'écoutaient pas… Voilà une population qui n'est pas habituée au travail et voilà des politiciens qui leur donnent de l'argent. Ces jeunes qui ne faisaient rien reçoivent des armes, deviennent miliciens, se croient forts et tout. Ils ne nous écoutent plus !

26. Fédération internationale de football association. Le président de la section ivoirienne de la FIFA, Jacques Anoma, aurait soutenu financièrement Gbagbo pendant la crise ; il a été destitué. Le footballeur Didier Drogba est membre de la CDVR.
27. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a construit un troisième site pour l'accueil des déplacés internes à Niahibly, à la sortie de Duékoué vers Guiglo.

Un des chefs miliciens – j'ai oublié son nom, je ne l'ai pas vraiment fréquenté – m'a dit qu'ils ont pris les armes car ils ont vu que des adversaires sont venus prendre les armes contre eux ; alors, ça va être difficile d'aller à la paix. Je lui dis que les armes ne peuvent pas tout régler. Il me répond que si c'est ça, je suis arrivé trop tard. Pourtant, aujourd'hui, ces miliciens voient qu'on n'avait pas tort…

Duékoué, c'est la capitale des miliciens de Laurent Gbagbo. À l'Ouest – à Duékoué, Guiglo, Blolequin, Toulépleu – il y a plus de miliciens qu'en pays bété ! Il faut faire la différence et ne pas confondre patriotes et miliciens. Les Bété, ce sont des patriotes. À Abidjan, c'est eux qui se mettent devant, qui montrent leur poitrine, c'est les manifestants aux mains nues. Les miliciens, eux, ils ont pris les armes. Ce n'est pas la même chose, avoir des armes… Les Guéré sont nombreux à avoir pris les armes et à être devenus miliciens. On les retrouve aussi à Abidjan, comme au quartier Gesco à Yopougon.

C'est à cause de tout ça que nous autres, hommes de Dieu, notre message ne passe pas vite. L'Ouest a besoin de centres de formation pour donner du travail et de la dignité aux jeunes. »

• Imam Souleymane Touré, imam de la mosquée sunnite « El Hadj Mohammed Touré »

« Je suis l'imam Souleymane Touré de la mosquée sunnite du quartier Belleville de Duékoué. Je suis né à Duékoué ; mes parents s'y sont installés en 1952. Mon père est né à Danané, à l'Ouest ; son père était originaire du village de Sananfrédougou près d'Odienné. Ma mère est née à Tiémé, également près d'Odienné.

J'ai étudié à Duékoué puis à Dar al-Hadith de Bouaké, jusqu'au bac. Après j'ai passé deux ans et huit mois à La Mecque. C'était pour étudier mais pas dans des écoles classiques. Ce sont les ulémas qui nous faisaient des enseignements dans l'enceinte même de la mosquée. Je suis rentré à Duékoué en septembre 1984. Mon père, Mohammed Touré, a été le fondateur de la communauté sunnite de Duékoué. La mosquée sunnite porte son nom en son honneur, mais mon père était un illettré, il n'a pas été imam. Les débuts de la mosquée remontent aux années 1972-1974, quand j'étais élève à Bouaké. À mon retour de La Mecque, j'y donnais des cours. L'imam en titre, Souleymane Doumbia, est décédé le 10 octobre 1990 : c'est à cette date que je l'ai remplacé. Je suis aussi le président de la communauté sunnite de Duékoué – l'AMSCI, l'Association des musulmans sunnites de Côte d'Ivoire ; l'imam Mamadou Doumbia est membre de mon bureau. La communauté

[sunnite] a quatorze mosquées à Duékoué. La mosquée El Hadj Mohammed Touré a été la première : elle nous sert de siège.

J'ai vu Duékoué changer du tout au tout depuis la crise de 2002. Le quartier Diahé Bernard dit "Carrefour" est devenu le QG de milices guéré qui, à l'origine, avaient été créées pour freiner l'avancée des rebelles venus du nord. Ces milices nous ont empêchés de dormir pendant des années ! Il y avait l'AP-Wè, l'Alliance patriotique de l'ethnie wè, dirigée par Colombo[28] ; le FLGO, le Front de libération du Grand Ouest[29] ; et l'UPRGO, l'Union des patriotes pour la résistance du Grand Ouest, avec à sa tête Banao[30]. Les miliciens s'étaient aussi associés à des mercenaires libériens, des combattants qui n'avaient plus de travail après la fin de la guerre au Liberia et qui sont venus chercher l'argent ici[31].

Notre quotidien à Duékoué est devenu dur, vraiment dur. Il y a eu tellement de violences et de morts ! Ce n'est pas facile à raconter. Les miliciens tuaient n'importe comment. Il y avait les Guéré d'un côté, et tous les allogènes de l'autre : les Malinké, les Yacouba, les Sénoufo, les Baoulé, les Burkinabè, les Maliens… Tuer-cadeau, on disait : tuer pour rien, toi ou un autre, juste parce que vous n'avez pas la même manière de penser. Quand les miliciens faisaient leur footing en ville, ils portaient leurs armes de guerre et criaient des propos haineux à tue-tête.

Les allogènes ne se sentaient pas protégés. Certains sont partis, d'autres se sont débrouillés pour se défendre. Dans les plantations, il y a des Baoulé. Beaucoup de Baoulé à Duékoué sont devenus dozos ! Ils se sont initiés à la confrérie pour se protéger.

Mais Duékoué n'a pas toujours été si divisée. On raconte que les grands chefs miliciens installés à Duékoué ne sont pas de Duékoué même : beaucoup sont des Wè de Bangolo, comme Colombo, le chef milicien de l'AP-Wè. Moi, je suis imam, mais je suis aussi éleveur – comme beaucoup d'imams à Duékoué. J'ai une ferme, un élevage de poulets à Petit-Duékoué. Petit-Duékoué,

28. Julien Ouehan Mompeho, alias « Lieutenant » Colombo, est le bras droit de Banao (voir note 30).

29. Dirigé à Guiglo par le « Général » Denis Maho Glofiei, qui se présente aussi comme le chef du Conseil suprême de la chefferie du peuple wè en Côte d'Ivoire. Maho et ses miliciens sont descendus en renfort vers Yopougon au moment de la bataille d'Abidjan. Il s'y cacherait toujours, à en croire l'entretien qu'il a accordé à *Soir Info* le 1er août 2011.

30. Gabriel Banao Oula Lepohi Beangohou, dit « Général » Banao, patronnait en outre l'ensemble des miliciens de Duékoué. L'Onuci rapporte : « Banao qui se faisait passer pour le "génie des génies" et qui était considéré comme un invulnérable par ses partisans, est connu pour avoir procédé à des sacrifices humains en égorgeant ses victimes dont la plupart étaient presque exclusivement des Burkinabè ». Voir Onuci, *Rapport sur les violations…*, *op. cit.*, p. 11.

31. Anglophones, les mercenaires libériens du groupe krahn parlent une langue vernaculaire krou proche du guéré. Depuis 2002, les FN de l'Ouest ont aussi eu épisodiquement recours à des mercenaires libériens, plutôt des Gio, opposés aux Krahn.

c'est un village d'autochtones guéré de Duékoué même. Eh bien chez eux, ils ont refusé de s'associer aux gens d'ailleurs, ils n'ont pas voulu s'associer à ce conflit. Pendant toute la crise post-électorale, on n'a pas eu de problème à Petit-Duékoué. Pour ma ferme, j'embauche des travailleurs : des gens de ma communauté ainsi que des jeunes du village, même si on a du mal à les stabiliser dans le travail. Je n'ai eu aucun problème avec les villageois et ma ferme marche bien. Les Guéré savent être très accueillants…

Pour l'histoire, Colombo lui-même a été musulman. C'est feu l'imam Méité qui l'a converti. C'est lui qui aurait pu en parler le mieux, et après lui, feu l'imam Konaté qui avait remplacé Méité. Colombo a été membre de leur communauté pendant des années. En tout cas, il priait. Il n'était pas sunnite et ne priait pas dans ma mosquée mais on se fréquentait un peu. Je me souviens que pour son mariage, l'imam Méité m'a dit que la communauté avait cotisé 30 000 francs CFA. Je me souviens qu'un jour, quand un des parents musulmans de Colombo est décédé au quartier Diaye Bernard, c'est à moi que la famille a fait appel, en l'absence de l'imam Méité qui était à Abidjan. Nous avons accompagné le corps jusqu'au cimetière de Petit-Bangolo ; Colombo et moi étions tous les deux devant le corps pour réciter la prière mortuaire. Colombo est aussi devenu dozo. Comme dozo, il a été gardien de la Coopec[32] de Duékoué. Il fréquentait beaucoup les gens du Nord… Jusqu'en 2002, il n'y avait pratiquement pas de problème entre nous. Au quartier Carrefour, il y avait une mosquée, une école coranique, il y avait des Dioula. Il y avait tout entre nous mais après 2002, tout a déraillé, tout le monde a quitté. Après les accords de Ouagadougou[33], il s'était remis à me dire bonjour ; je lui rendais ses salutations. Aujourd'hui, Colombo a disparu dans la nature[34].

Tous les autochtones n'ont pas rejoint les milices. Ceux qui se sont enrôlés, ce ne sont pas les fonctionnaires, ce sont les déflatés, ceux qui ont échoué à l'école et qui ne travaillent pas. Quand ils ont réussi à l'école, les Guéré de Duékoué ont pu devenir cadres, à Duékoué comme ailleurs – c'est vrai pour l'Ouest en général. Certains sont devenus ministres ou de grands directeurs. Le problème des jeunes déscolarisés, c'est le chômage : c'est ce qui en a entraîné beaucoup vers les milices. La plupart des miliciens sont des jeunes, c'est vrai, mais il y a des vieux aussi : Banao doit avoir 75 ans. On raconte qu'il est au camp de l'Onuci. En plus, beaucoup d'adultes soutenaient les milices, même s'ils n'étaient pas eux-mêmes miliciens.

32. Une banque.
33. Accords de paix signés en mars 2007 entre Laurent Gbagbo et Guillaume Soro pour les FN.
34. Au fil de conversations à Daloa et à Duékoué, il m'a été rapporté que Colombo aurait dit : « je suis devenu musulman et dozo pour apprendre tous vos secrets ».

À Duékoué, je n'ai rien à reprocher à un chef religieux chrétien. On peut dire qu'on a des relations merveilleuses entre nous. Le 3 janvier dernier, quand la situation a dégénéré et que ça tirait de tous les côtés, le préfet a organisé une rencontre : j'y étais avec l'imam Konaté, le père Cyprien, un autre prêtre, les chefs des différentes communautés, Colombo et d'autres chefs miliciens, des militaires, il y avait beaucoup de monde. Le père Cyprien était notre porte-parole comme guide religieux : il a demandé un véhicule et un mégaphone pour qu'on puisse circuler en ville et prêcher un message d'apaisement. Ce jour même, il devait se tenir une réunion au quartier Kokoma, bastion des nordistes et du RHDP[35]. La tension était vive. Le préfet nous a dit d'aller d'abord là-bas pour voir comment notre message porterait. Sur place, l'information n'était pas passée, si bien qu'à notre arrivée, quelqu'un a lancé un caillou au visage du père Cyprien. Comme il saignait, il est allé à l'hôpital. Heureusement, ce n'était pas grave. Avec l'imam Konaté, nous n'étions pas contents. On nous a refusé la voiture et le mégaphone.

En juillet, après la crise, l'AMSCI de Duékoué a organisé une conférence publique sur le thème de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique. Nous avons fait venir d'Abidjan le président national de l'AMSCI. L'imam Doumbia a donné la conférence principale. Nous avons invité toutes les communautés, toutes les confessions. Un prêtre du Christianisme céleste a été choisi pour parler au nom des chrétiens. Nous avons donné 8 tonnes de riz à la population, avec une partie au père Cyprien pour les déplacés de la mission catholique. Les chefs traditionnels wè ont reçu leur part. Les Yacouba, les Baoulé étaient là. Les évangéliques aussi étaient là. On se fréquente. Je ne sens rien de mauvais entre nous. »

• Père Cyprien Ahouré, vicaire de la paroisse catholique Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus

« Je suis prêtre salésien de Don Bosco, une congrégation catholique née en Italie au XIXe siècle. Le fondateur est Saint Jean Bosco de Turin : sa voie était de travailler dans le milieu de la jeunesse la plus désœuvrée. J'ai rejoint cet ordre par l'entremise de pères salésiens espagnols arrivés en Côte d'Ivoire dans les années 1980. Tout petit, j'ai eu cet engouement, j'ai été séduit par leur travail et j'ai voulu, comme eux, me consacrer à la jeunesse désœuvrée. J'ai d'abord fait mes études tranquillement : bac et licence de physique-chimie.

35. Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix, la coalition qui a soutenu Alassane Ouattara pour le second tour de l'élection le 28 novembre 2011.

C'est ensuite que j'ai rejoint les Salésiens, qui sont des éducateurs et qui proposent des formations aux jeunes, entre autres activités. Ma famille est originaire de Grand-Bassam. Ma formation m'a conduit en Espagne. J'ai passé quatre ans au Burkina Faso avant d'être affecté à Duékoué.

Le site de Duékoué est singulier. Les villes de Guiglo et de Bloléquin sont voisines, mais leurs contextes sont différents, ce sont des villes qui se remettront plus vite sur pied après cette crise. Duékoué, c'est une ville carrefour : une ville au carrefour des routes vers Daloa et tout le sud, vers Man et le nord-ouest, vers le Liberia, vers la Guinée. Et puis ses terres sont très fertiles. Elles sont couvertes de forêts, ce qui permet l'exploitation du bois (il y a une scierie française dans la région qui exploite ces ressources à pleine turbine). Les plantations y prospèrent, c'est une terre riche pour le cacao en particulier. Duékoué est donc une région où l'on peut se faire beaucoup d'argent, rapidement. Mais depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour, on n'a pas amené les jeunes autochtones à s'intéresser au travail de la terre. C'est ce qui explique que ces terres, très riches, ont été occupées et mises en culture par des populations venues du nord et du centre du pays ou d'horizons plus lointains comme le Burkina. Avec la crise économique, la région a connu la paupérisation ; puis s'est encore ajoutée la crise politique. Des jeunes autochtones ont reçu des armes et se sont livrés à des activités apparentées au banditisme. Des bandits de grand chemin sont venus de la région pour prospérer à Duékoué. Sur tout l'axe Duékoué-Bangolo-Logoualé, il y avait des coupeurs de route : ils attaquent des voyageurs de retour de Daloa partis tirer de l'argent en banque par exemple, ou des transporteurs de marchandises qui font route vers le Liberia ou la Guinée. Des histoires sordides circulent sur leur violence : des histoires de sang humain, des coupeurs de sexe. Il faut dire qu'il y a beaucoup de sorcellerie dans le coin et que nombre d'autochtones de la région, cadres et autres, ne veulent plus remettre les pieds dans leurs villages de peur d'être tués en sorcellerie. Et face à ces violences, les allogènes qui se sentaient brimés ont fini par s'organiser pour se défendre et répliquer à leur tour. Il y a des éléments radicaux chez les Malinké et les autres allogènes, mais ils restent minoritaires et ils n'ont pas la caution de la majorité dioula.

Pour simplifier, on peut dire que depuis 2002, c'est le non-droit et la violence expéditive comme moyens d'accumulation des richesses et de règlement des conflits qui ont pris le dessus. Ça s'est exacerbé avec la crise post-électorale. À Duékoué, il n'y avait plus aucune cohésion sociale. Les Guéré se sont regroupés dans le quartier Carrefour et les Malinké dans le quartier Kokoma. Mais il n'y a pas que des Guéré et des Malinké à Duékoué : il y a aussi des Wobé, des Yacouba, des Baoulé, des Sénoufo, des Burkinabè, des Libériens et d'autres. Mais aucune cohésion sociale… Il ne faut pas oublier la dimension

locale de Duékoué quand on cherche à comprendre comment on en est arrivé aux massacres des 28-29 mars. D'une certaine façon, tout le monde à Duékoué a une part de responsabilité. C'est à Duékoué et non ailleurs que les combats ont été les plus sanglants. Pourquoi précisément Duékoué ? Il faut tenir compte de la dimension des règlements de compte entre résidents de Duékoué, en interne. L'accumulation des rancœurs a nourri des vengeances. Il y avait aussi trop d'intérêts. Ça arrangeait certains allogènes de faire disparaître des propriétaires terriens qui les houspillaient, et ce dans le but de récupérer une parcelle ou pour élargir leur champ. Mais si tout le monde a une part de responsabilité à Duékoué, qui sont ceux qui portent la plus grande part de responsabilité ? Ce n'est pas une question facile. C'est une question importante et c'est pourquoi il faut la laisser à ceux qui ont compétence pour la traiter.

Après les violences de janvier-mars 2011, des déplacés internes sont venus en masse se réfugier à la mission catholique. Nous les avons accueillis, et pour cela, j'ai reçu l'accord de l'évêque de Man (car Duékoué dépend du diocèse de Man), l'aval du nonce apostolique et le soutien du Pape. C'est là une des missions de l'Église : soulager les populations en détresse, quelles que soient leurs origines. Déjà en 2002, on avait eu un fort déplacement de Burkinabè vers la mission. Les déplacés internes qui sont venus à la mission pendant cette dernière crise sont essentiellement des Guéré. Ils ont choisi la mission parce qu'ils ont pensé que c'était là qu'ils seraient le mieux protégés, en se disant que la mission bénéficie d'une sorte d'immunité diplomatique puisqu'elle relève de la responsabilité du nonce apostolique et du Vatican[36]. Ils se sont dit que s'ils allaient dans les petites églises évangéliques, les pasteurs – souvent autonomes – n'auraient aucun poids pour les protéger. Mais ça ne veut pas dire que les réfugiés à la mission catholique sont des catholiques ! Pas du tout ! Il faut venir à l'église aux jours de culte : c'est vide… Et pourtant, l'esplanade de la mission est bondée de gens. Il y a des réfugiés qui sortent du camp installé à la mission pour aller en ville prier dans leurs églises évangéliques. Mais la plupart adorent sans doute les masques.

Dans la région de Duékoué, la société guéré est très animiste. Les masques, c'est l'expression de la puissance. La puissance occulte, la puissance qui se manifeste dans le monde. D'ailleurs si certains choisissent de rejoindre des églises évangéliques, c'est souvent parce qu'ils sont attirés par une certaine rhétorique qui parle justement de puissance, qui parle d'"armée de Dieu" ou de "communauté des vainqueurs", des choses comme ça. On ne peut pas dire que le catholicisme rencontre un franc succès ici ! Il faut dire que les Guéré

36. Des déplacés disent : « Ici, nous sommes sous la protection du Vatican, nous sommes sous la parabole de Dieu. Les prêtres nous protégeront ». Voir *La Croix*, 4 mai 2011.

ne sont pas connus pour leur patience et leur endurance. Or pour se faire baptiser, il faut compter trois ans de catéchèse, renoncer à la polygamie, et d'autres choses qui leur semblent trop contraignantes. Je fais régulièrement des missions d'évangélisation dans les villages autour de Duékoué. Quand j'arrive, les Guéré adorateurs des masques ne me prennent pas au sérieux, surtout quand je leur dis que leurs masques n'ont aucune puissance. Quand j'organise des célébrations eucharistiques avec de rares villageois catholiques, notre culte n'est pas respecté, nous ne sommes pas bien considérés.

Les déplacés internes qui vivent aujourd'hui [juillet 2011] à la mission relèvent de trois catégories : il y a ceux qui ont tout perdu et n'ont nulle part où aller ; il y a ceux qui ont des choses à se reprocher et n'osent plus se montrer en ville ; et il y a ceux qui se disent que comme ils n'ont pas fait de vivrier cette année, mieux vaut se faire nourrir à la mission en attendant la prochaine saison – en plus, ils n'ont pas la certitude qu'ils seront accompagnés quand ils rentreront dans leurs villages. Si l'on me demandait mon avis, pour aller à la réconciliation, il faudrait agir vite. Il faudrait créer des centres de rééducation et de réinsertion professionnelle pour donner du travail à cette jeunesse désœuvrée. Sinon, la jeunesse guéré restera la chair à canon de certains politiciens en exil qui maintiennent la flamme de leur extrémisme en clamant : "Ce n'est pas fini ! La reprise de la guerre est proche ! ". Ces politiciens-là veulent faire replonger la Côte d'Ivoire dans le chaos. Mais s'ils réalisent que cette jeunesse est désormais occupée ailleurs et s'est détournée d'eux, ils ne pèseront plus d'aucun poids. »

• Pasteur Bruno Kozi, pasteur de l'Union des Églises évangéliques, services et œuvres de Côte d'Ivoire (UEESO-CI)

« Je m'appelle Bruno Kozi. Je suis pasteur et principal représentant de l'UEESO[37] à Duékoué. Je viens de la région de Gagnoa, d'un canton voisin de celui du footballeur Didier Drogba. Mon père n'était pas chrétien mais il m'a inscrit à l'école protestante et j'ai fait l'école du dimanche de l'UEESO : cela a été mon premier contact avec l'Église. J'ai fréquenté cette école jusqu'à mon départ pour le collège. Ensuite j'ai abandonné l'Église. J'ai fait une école d'art et d'ébénisterie à Koumassi, à Abidjan : c'est après que j'ai eu ma vocation. En 1987, je suis parti étudier à l'Institut biblique de Man. Ma première

37. Anciennement Union des églises évangéliques du sud-ouest de la Côte d'Ivoire. **Voir <ueeso-ci.org>** et G. Bony, *Le Pouvoir-faire : religion, politique, ethnicité et guérison en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2010.

nomination comme pasteur de l'UEESO date de 1991 : j'ai été affecté à Gagnoa-ville. J'ai été titularisé en 1994. Par la suite, j'ai été nommé à San Pédro puis à Guiglo, très précisément le 18 septembre 2002, juste avant les événements du 19 septembre… Je suis arrivé à Duékoué en 2007. Aujourd'hui, j'occupe aussi le poste de vice-président de l'UEESO au niveau national.

Le fond du problème à Duékoué n'a rien de religieux. Il existe un problème de foncier rural (terrain) – le fait que les autochtones aient vendu leurs terres aux allogènes, la question des titres fonciers – et les politiciens ont profité de ce problème pour créer des zizanies. Nous n'avons pas de conflit entre chrétiens et musulmans. L'imam Touré est mon voisin, j'habite à côté de lui : on s'entend parfaitement. Au cours de la crise du 3 janvier, des musulmans se sont cachés chez moi, dans ma maison : des femmes peul originaires du Mali et de la Guinée, des commerçantes. À ceux qui se posaient des questions, j'ai dit clairement : "ici, c'est chez le Seigneur, et dans la maison de Dieu, je ne vois ni Guéré ni Dioula, je vois des hommes et des femmes, créatures de Dieu". Au cours de la crise du 28 mars, je dois témoigner qu'il y a un musulman qui est venu nous aider. Il a dit à ses frères de ne pas mettre le pied dans notre station. Je lui en témoigne de la reconnaissance. Pendant les combats, le site de l'UEESO a subi quelques dommages, mais ce n'était pas contre nous : c'était parce qu'il y a une scierie par-derrière qui était occupée par des militaires loyalistes. Je n'ai pas été brutalisé, sauf peut-être le mardi 29 mars, quand des FRCI ont voulu prendre ma voiture. Mais comme la batterie était à plat, ils ne l'ont pas prise.

Nous n'avons pas eu de problème non plus avec ceux qui pratiquent la religion traditionnelle. Banao, le chef milicien, s'entourait de toutes sortes de fétiches pour accroître son pouvoir, pour se protéger, mais il ne s'est pas attaqué à la religion chrétienne. J'ai une église à Carrefour, où réside Banao. Nos fidèles sont presque tous des Guéré. Ils ont souffert comme les autres, mais pas parce qu'ils étaient chrétiens : parce qu'ils étaient Guéré. Un de mes fidèles a été tué avec toute sa famille (seize personnes). C'est la Croix Rouge qui les a retrouvés quelques jours après, tués, enfermés chez eux. J'ai entendu dire par ailleurs qu'un responsable du Christianisme céleste a été tué à Carrefour avec quelques fidèles. Le pasteur de l'Église Fraternité chrétienne et ses fidèles ont aussi été tués dans leur temple : c'est au quartier Carrefour.

L'UESSO a accueilli ses premiers déplacés avec la crise du 3 janvier. Au début, j'ai accueilli les déplacés dans le temple. Quand il y en a eu plus de 700, je ne pouvais plus, c'était trop petit. Dans la soirée du 3 janvier, avec trois de mes fidèles, je suis allé à la mission catholique qui accueillait aussi des déplacés et on nous a expliqué comment faire pour que les ONG viennent à notre secours. Le 4 janvier, la Croix Rouge est venue nous secourir en apportant

des tentes. Avec la deuxième crise, le 28 mars, le nombre des déplacés a augmenté. La Croix Rouge, l'OIM [Organisation internationale pour les migrations], Caritas, ACF [Action contre la faim] et d'autres ONG nous ont assistés (c'est ACF qui nous alimente actuellement en eau). Les déplacés qui se sont réfugiés à l'UEESO ne sont pas seulement des fidèles de l'UEESO, car nos fidèles guéré ont plutôt choisi la mission catholique pour être protégés par l'ONU. Les déplacés de la station UEESO sont des Yacouba, des Baoulé, des Burkinabè ; il y a quelques Guéré également mais peu de l'UEESO. Beaucoup pratiquent les religions traditionnelles.

Dans la crise, on ne s'est pas réunis entre chrétiens mais on a un collectif des pasteurs des Églises évangéliques de Duékoué, on a cherché à sensibiliser nos fidèles. Si moi, personnellement, je suis ami avec l'imam, ça ne veut pas dire que dans les villages, l'entente soit établie. La guerre a rendu notre discours inaudible. C'est le cas des musulmans aussi : le père Cyprien a été lapidé. Mais le fond du problème n'est pas religieux. » ■

Marie Miran-Guyon
CEAf, EHESS

Avec l'imam Mamadou Doumbia, l'apôtre Georges Kohikan Gbéno,
l'imam Souleymane Touré, le père Cyprien Ahouré,
et le pasteur Bruno Kozi

Abstract

Silence and the fury. Duékoué (Western Côte d'Ivoire) : interreligious encounters in the "Town of hate"

This article gives the floor to five religious leaders, both Muslim and Christian. All come from the town of Duékoué in Western Côte d'Ivoire, where the worst killings of the Ivorian post-electoral crisis took place by late March 2011. In this highly sensitive context upon which justice still has to shed light, the object of discussion was only about the part that the religious factor might have played in the making or preventing of this severe local crisis with local, national and supranational ramifications. It emerges from the discussions that these religious guides led many concerted actions to attempt to restore social peace, without being able to counter the morbid march of events. Yet, if inter-religious tension and violence (mostly against Muslims) were not altogether absent at national scale, in Duékoué at least, those imams and men of the cloth contributed as best they could given the circumstances to shun the religious flame from fueling the political-military conflict.